On insiste beaucoup depuis des décennies sur le processus de déstructuration des classes travailleuses et notamment de déclin des organisations ouvrières (syndicales et politiques). On note moins que, depuis la crise du capitalisme de 2007-2008, on assiste à une succession d'explosions sociales et à un regain de combativité dans de nombreux pays, sous des formes diverses. Bien que ces mobilisations ne soient pas toujours victorieuses, bien qu'elles aient pu parfois subir de cuisantes défaites, elles montrent que le capital n'est nullement omnipotent et qu'il faudra compter dans les années à venir avec les luttes des travailleurs·ses.

***

Lorsque les spécialistes des sciences sociales évoquent la période 2019-2021, trois signes de crise systémique profonde se dégagent :

– Premièrement, l'incapacité de la plupart des États à répondre de manière adéquate à la pandémie de Covid-19, ce grand révélateur des échecs sociaux et gouvernementaux.

– Deuxièmement, l'acceptation par les États-Unis de l'échec de la guerre en Afghanistan, qui montre clairement que la « guerre contre le terrorisme » n'a pas réussi à inverser la perte de puissance des États-Unis au niveau mondial.

– Dernier point, et non des moindres, le tsunami de protestations sociales mondiales, qui a commencé en 2010-2011 – au lendemain de la crise financière de 2008 – et n'a cessé de croître jusqu'en 2019.

Si l'on se tourne vers l'avenir, il est clair que toute stratégie socialiste reposant sur la classe travailleuse devra tenir compte du terrain sur lequel se déroulent les luttes, c'est-à-dire l'instabilité hégémonique des États-Unis dans le contexte d'une crise capitaliste mondiale sans précédent depuis les années 1930. Comme au cours de la première moitié du vingtième siècle, la crise actuelle du capitalisme global prend la forme d'une énorme crise de légitimité : le mot d'ordre « socialisme ou barbarie » devient une question brûlante.

Création, destruction et reconstruction de la classe travailleuse mondiale

Que peuvent faire les mobilisations de classe pour arrêter le glissement actuel vers la « barbarie » ? Il y a quelques années encore, la réponse des théoriciens de la mondialisation, de gauche comme de droite, était unanime : « Pas grand-chose ». La thèse du « nivellement par le bas » postule que la mondialisation a créé des obstacles insurmontables à la mobilisation de la classe ouvrière. Depuis les années 1980, les partisans de cette perspective ont écrit d'innombrables nécrologies de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier, en se concentrant sur l'affaiblissement et la destruction des classes ouvrières existantes, en particulier – et c'est important – celles engagées dans la production industrielle dans les pays centraux. Mais ils ont ignoré la manière dont le capitalisme – à travers les transformations récurrentes de l'organisation productive mondiale – crée de nouvelles classes travailleuses, avec de nouvelles sources de pouvoir, de souffrance et de revendications.

Cette approche alternative est axée sur la création et la reconstruction des classes travailleuses, qui se font en réponse aux aspects créatifs et destructeurs du processus

d’accumulation du capital. En effet, la vague globale de luttes des années 2010-2011 a été marquée par les mobilisations de nouvelles classes en cours de formation et de classes existantes luttant pour préserver les droits acquis lors des cycles précédents. Il y avait les grèves de travailleur·es industriels en Chine, les grèves illégales dans les mines de platine d’Afrique du Sud, les jeunes chômeur·es et les précaires descendant dans la rue, occupant les places, dans le monde entier, et les manifestations contre l’austérité s’étendaient de l’Afrique du Nord aux États-Unis. Ce processus était le prélude à un tsunami de mobilisations de classe qui a duré plus d’une décennie, avec des grèves de travailleur·es et des luttes dans les rues.

Certains pensent que la leçon des années 2010-2011 est que les luttes de classe se sont déplacées des sites de production vers la rue. Cependant, si nous ne devons pas sous-estimer l’importance des « luttes de rue », ce serait une grave erreur de sous-estimer les grèves sur le lieu de travail, car elles sont les sources de pouvoir de ces mouvements. Ainsi, par exemple, bien que l’histoire des soulèvements égyptiens de 2011 soit souvent résumée à l’occupation de la place Tahrir, la vérité est que Moubarak n’a démissionné que lorsque les travailleurs du canal de Suez – un site clé pour le commerce international et national – se sont mis en grève.

Depuis les années 1980, avec l’adoption généralisée de la production « just in time » – où les approvisionnements sont maintenus à un niveau minimum dans la perspective de réduire les coûts en les distribuant « juste à temps » – les usines situées plus en aval de la chaîne sont devenues plus vulnérables aux grèves chez les fournisseurs. C’est le cas même si l’usine qui s’arrête se trouve dans la même province, comme cela s’est produit, par exemple, lorsqu’une grève d’un sous-traitant automobile a contraint Honda à fermer toutes ses usines d’assemblage en Chine.

La pandémie et le blocage du canal de Suez en mars 2021 ont montré clairement que les chaînes d’approvisionnement mondiales sont vulnérables à de multiples formes d’interruption, notamment les grèves. Dans une certaine mesure, ce n’est pas nouveau. Au XXe siècle, les travailleurs des transports avaient beaucoup de pouvoir en raison de leur place stratégique dans les chaînes d’approvisionnement mondiales et nationales. D’où le rôle central qu’ils ont joué dans le mouvement ouvrier en général. Il ne fait aucun doute que les chaînes d’approvisionnement mondiales seront différentes au milieu du XXIe siècle – en effet, les pandémies et les tensions géopolitiques les obligent à se restructurer – mais les travailleur·es du transport, des entrepôts et de la communication resteront probablement puissant·es (et deviendront peut-être plus important·es), étant donné leur position stratégique dans les processus d’accumulation du capital.

De même, il serait insensé d’écarter l’importance future des grèves des ouvrier·es industriels, car la dissémination mondiale de la production à grande échelle, mise en marche au cours du XXe siècle, a entraîné la formation de nouvelles classes travailleuses et de vagues successives de conflits de classe. Au début du XXIe siècle, lorsque l’épicentre de la production industrielle à grande échelle s’est déplacé vers le continent asiatique, les luttes ouvrières ont fait de même : la thèse selon laquelle là où il y a du capital, il y a conflit, a été confirmée.

Cette notion a un sens géographique, car le capital, lorsqu’il se déplace à la recherche d’une main-d’œuvre bon marché et docile, finit par créer de nouvelles classes ouvrières et de nouveaux conflits dans ses nouvelles localisations. Mais elle a également une signification intersectorielle, car lorsque le capital se déplace vers de nouveaux secteurs de l’économie, de nouvelles classes travailleuses sont créées et de nouveaux types de conflits

apparaissent.

Une perspective ouvrière hégémonique

Quels sont les secteurs auxquels nous devons nous intéresser aujourd'hui ? Parmi les plus importants, il y a certainement « l'industrie de l'éducation » qui, selon l'Unesco, est passée de 8 millions d'enseignant·es dans le monde en 1950 à 62 millions en 2000, et a encore augmenté de 50 % en 2019, pour atteindre un total de 94 millions d'enseignant·es. Au-delà de la croissance fulgurante des effectifs, il y a d'autres raisons de penser que les enseignant·es jouent un rôle clé dans le mouvement ouvrier mondial, analogue au rôle joué par les travailleur·es du textile au XIXe siècle et ceux de l'automobile au XX^{e} siècle.

La tendance au conflit social dans « l'industrie de l'éducation » est devenue un fait incontestable à la fin du XX^{e} siècle, mais les mobilisations de la dernière décennie ont marqué un tournant. Aux États-Unis, ce point correspond à l'émergence du Caucus of Rank-and-File Educators (CORE – regroupement de la base des enseignant·es) qui, avec un large consensus dans le pays, a rassemblé les enseignants de Chicago dans une grève réussie en 2012. Le conflit a réussi à faire admettre l'idée que les enseignant·es ne se battaient pas seulement pour leurs propres intérêts, mais pour ceux des élèves et des familles. La grève de Chicago a été suivie d'une vague nationale de débrayages et de mobilisations dans tout le pays, en particulier dans les districts scolaires situés dans des États où la politique antisyndicale est forte.

Au Chili, les enseignant·es des écoles publiques qui se sont mis en grève sous la direction du Colegio de Profesores de Chile (CPC, syndicat des enseignants) – avec le soutien des étudiants, de la population des quartiers et d'autres travailleurs – ont joué un rôle central dans le cycle de manifestations nationales qui ont exigé l'accès universel à l'éducation et l'abandon de la Constitution néolibérale héritée de l'ère Pinochet. Des actions similaires ont été observées au Costa Rica, au Honduras et en Colombie, et au Pérou le président de gauche, Pedro Castillo, est arrivé au pouvoir avec le soutien du syndicat des enseignants.

Cette nouvelle vague de militantisme enseignant répond à une série de revendications qui reposent sur un clair processus de prolétarisation, qui comprend l'intensification du travail, la détérioration des conditions de travail ainsi que la perte d'autonomie et de contrôle de chacun et chacune sur son travail dans sa classe. Les grèves des enseignants réussissent entre autres parce que leurs revendications sont complétées par un fort pouvoir de négociation sur leur lieu de travail. Il est possible d'affirmer que « l'industrie de l'éducation » fournit les biens d'équipement les plus importants du XXI^{e} siècle, c'est-à-dire les travailleuses et travailleurs instruits qui doivent ensuite être insérés dans une « économie de l'information ». Contrairement à la plupart des activités manufacturières, il est impossible de faire pression sur les enseignants en menaçant de délocaliser la production (au-delà des expériences virtuelles avec la pandémie, l'enseignement doit avoir lieu là où se trouvent les élèves). De même, « l'industrie de l'éducation » semble résister à l'automatisation (le remplacement des enseignants par des robots n'est pas à l'horizon).

En outre, les enseignant·es occupent une place stratégique dans la division plus large du travail social. Si les enseignant·es se mettent en grève, ils et elles génèrent un effet domino qui affecte toute la division sociale du travail : ils perturbent le quotidien des familles et rendent difficile le travail des parents. En ce sens, le pouvoir stratégique des enseignant·es,

bien qu'il repose en définitive sur leur capacité à perturber l'économie, est assez unique, car il dépend surtout de la centralité de leur activité dans la société. Toutefois, si ce pouvoir ne se situe pas dans une perspective plus large, les enseignant·es risquent d'être traités en boucs émissaires par l'État et le capital et de subir la répression. En effet, la crise du capitalisme, toujours plus grave, entraîne également l'élargissement et l'approfondissement des formes coercitives du pouvoir.

Mais les grandes grèves de la dernière décennie montrent que les enseignants ont le potentiel de formuler une telle perspective, c'est-à-dire de montrer que leurs luttes particulières impliquent la défense des intérêts de la société dans son ensemble. Leur travail les met en contact quotidien avec des cercles beaucoup plus larges de la classe ouvrière, car ils et elles sont témoins de tous les problèmes auxquels sont confrontés les élèves et leurs familles. Ils peuvent donc facilement démontrer que, même si leurs revendications visent un avantage qui les concerne spécifiquement en tant qu'enseignants, ils défendent également les intérêts des élèves, de leurs familles, de leurs quartiers et de leurs villes. Bien sûr, ce potentiel hégémonique, ancré dans les conditions structurelles, doit être activé par un « instrument » politique qui lie les luttes particulières des enseignants – et des travailleurs – à des luttes plus larges pour la dignité humaine et la survie planétaire.

Solidarité pour toujours

L'automatisation promue par l'intelligence artificielle a conduit de nombreux intellectuels à suggérer que nous arriverons à la « fin du travail » et que, par conséquent, les conflits du travail prendront fin. Cependant, la complète absence du travail humain dans les processus de production reste une fantaisie inaccessible, et nous ne devons pas sous-estimer l'importance continue des luttes ouvrières sur les sites de production.

Ce serait également une erreur de sous-estimer les mobilisations de rue. En effet, il est possible de déduire l'imbrication essentielle de ces deux sites de lutte – le lieu de travail et la rue – du livre premier du *Capital*. D'une part, en décrivant le conflit ininterrompu entre le capital et le travail sur la durée, l'intensité et le rythme de l'activité, Marx fait référence à ce qui se passe dans « le laboratoire secret de la production »[1]. D'autre part, dans le chapitre 25, Marx indique clairement que la logique du développement capitaliste conduit non seulement à des luttes constantes sur le lieu de travail, mais aussi à des conflits plus larges au niveau social, car l'accumulation du capital va de pair avec « l'accumulation de la misère », notamment sous la forme de l'expansion d'une armée de réserve industrielle de travailleurs sans emploi, sous-employés et précaires[2].

En ce sens, l'histoire du capitalisme est caractérisée non seulement par le processus cyclique de destruction créatrice au point de production, mais aussi par la tendance à long terme à détruire les modes de vie existants à un rythme plus rapide que la création de nouveaux modes de vie. Cela implique la nécessité de conceptualiser trois types de conflits ouvriers : 1) les protestations des classes ouvrières en cours de formation ; 2) les protestations des classes ouvrières existantes qui sont en train d'être détruites ; et 3) les protestations des travailleurs·ses que le capital ignore et exclut, c'est-à-dire les membres de la classe ouvrière qui, bien qu'ils dépendent exclusivement de lui pour survivre, ne parviendront probablement jamais à vendre leur force de travail.

Les trois types de conflits ouvriers sont des manifestations différentes d'un même

processus de développement capitaliste. Ces trois éléments sont visibles dans les luttes d'aujourd'hui. Le destin de chacun est intimement lié à celui des autres. Une stratégie socialiste doit les englober tous. En effet, la perspective stratégique de Marx et Engels – énoncée dans le *Manifeste du Parti communiste* et d'autres ouvrages – appelait les syndicats à organiser ces trois segments de la classe ouvrière mondiale dans un projet commun.

Inutile de dire qu'il s'agit d'une tâche immense. Mais de plus, sans complètement abandonner un certain optimisme, Marx supposait que ces trois types de travailleurs – celles et ceux qui sont incorporés comme salariés pendant les dernières phases d'expansion matérielle, ceux qui ont été expulsés lors de la dernière série de restructurations et ceux qui sont excédentaires du point de vue du capital – habitaient les mêmes maisons et quartiers ouvriers. Vivant ensemble, ils et elles luttaient ensemble.

En d'autres termes, les distinctions au sein de la classe ouvrière – entre ceux pourvus d'emploi et les chômeurs, les actifs et ceux en réserve, ceux qui peuvent imposer des pertes coûteuses au capital et ceux qui peuvent seulement manifester dans les rues – ne se superposaient pas aux différences de citoyenneté, de race, d'ethnicité ou de sexe. Alors, les travailleurs qui incarnaient l'un ou l'autre de ces trois types formaient une seule classe ouvrière avec le même pouvoir et les mêmes exigences, et avec la capacité de générer une perspective post-capitaliste sur l'émancipation de la classe dans son ensemble.

Néanmoins, en termes historiques, le capitalisme s'est développé avec le colonialisme, le racisme et le patriarcat, c'est-à-dire qu'il a divisé la classe travailleuse sur la base de sa condition et a réduit sa capacité à générer une vision commune de l'émancipation. En période de crise capitaliste majeure, comme celle que nous traversons, ces divisions ont tendance à se durcir. Le capitalisme en crise renforce directement et indirectement les « monstres » de « l'interrègne » gramscien (mouvements néofascistes, racistes, patriarcaux, anti-immigrants et xénophobes). Des formes coercitives de contrôle social et le militarisme sont alors déployés contre un mouvement socialiste qui est à la fois « trop fort » pour être ignoré (par le capital) et « trop faible » (jusqu'à présent) pour sauver l'humanité d'une longue époque de chaos systémique.

Cependant, nous assistons également à une recrudescence sans précédent dans l'histoire des luttes des travailleurs en termes d'échelle et de portée. Alors que l'ampleur du défi posé à l'humanité par la crise du capitalisme mondial est également sans précédent, ces nouveaux mouvements jettent des ponts et, dans certains cas, sont en mesure de rassembler des protagonistes des trois segments de la classe travailleuse auxquels nous nous référons. C'est dans ces luttes – et grâce à elles – qu'émergera un projet émancipateur capable de nous sortir de ce capitalisme destructeur, vers un monde où la dignité humaine vaut plus que le profit.

*

Beverly J. Silver est professeure de sociologie, directrice du Arrighi Center for Global Studies à l'université Johns-Hopkins de Baltimore (Maryland, États-Unis). Elle a publié *Forces of Labour, Worker's Movements and Globalisation since 1870* (Cambridge University Press, Cambridge 2003), traduit en français par les Éditions de l'Asymétrie : *Forces du travail – Les conflits ouvriers et la globalisation depuis 1870*, et, avec Giovanni Arrighi, *Chaos and Gouvernance in the Modern World-System* (University of Minnesota Press, Minneapolis 1999).

Cet article a d'abord été publié par la revue *Jacobin América Latina (n° 4)*. Traduit de l'espagnol par Jan Malewski pour la revue *Inprecor*.

références

références

⇧**1** Karl Marx, *le Capital*, Livre premier, Chapitre VI « Achat et vente de la force de travail », https://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-I/kmcapI-6.htm

⇧**2** Karl Marx, *le Capital*, Livre premier, Chapitre XXV-IV « Formes d'existence de la surpopulation relative. Loi générale de l'accumulation capitaliste », https://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-I/kmcapI-25-4.htm